

ACTUALITES SYNDICALES

Septembre 2026

C'est la rentrée.
Le dialogue social va reprendre.

1) Le sujet ATSEP avec la direction de Météo-France

Les premières discussions, sans doute tendues, vont se dérouler dans le cadre de la mise en place de la certification ATSEP qui visera plus de 300 agent·es de Météo-France d'ici fin 2026, avec une charge de travail mal identifiée à ce stade.

A celles et ceux qui ne se qualifient pas, la direction est susceptible de leur demander qu'ils quittent leur poste.

Il s'agit donc de reconnaître la valeur de ces montées en compétence dans les salaires des concernés : outre les TSM-Instruments ou Exploitation, certains ITM, outre les contractuels, sont concernés des Ouvriers d'Etat et des collègues à statuts spécifiques en Outre-Mer, en Nouvelle Calédonie ou en Polynésie.

Il s'agit donc d'obtenir une valorisation à la hauteur.

Actuellement, nous avons déposé [un préavis de grève](#) en intersyndicale tant l'insatisfaction est grande.



Des corps techniques de la DGAC sont concernés par ATSEP, n'ont certes pas de prime ad hoc, mais leurs indemnités de base intègrent ces notions de qualification et sont bien plus élevées.

2) Différentes thématiques seront traitées en interne Météo-France



En septembre de nombreuses réunions de dialogue social sont prévues en interne Météo-France. Sur la gestion des mobilités des personnels techniques, sur les lignes directrices encadrant la répartition des primes des corps « chargés de recherche » / « directeurs de recherche ».

En fin de mois, des échanges auront lieu sur l'égalité professionnelle, sur un premier bilan du protocole anti-discrimination sur les résultats du « baromètre social » et sur les mesures salariales.

La direction exposera alors le plan de rattrapage des primes des TSM et surtout ITM par rapport aux collègues du ministère ou d'IGN.

3) Une journée d'action devrait marquer le 29 septembre

Organisée au niveau national, notamment par la CGT, FO, la CFTD, l'UNSA, Solidaires, cette journée vise à interpeller le gouvernement sur nos salaires, notre pouvoir d'achat, nos conditions de travail, dans les trois fonctions publiques.

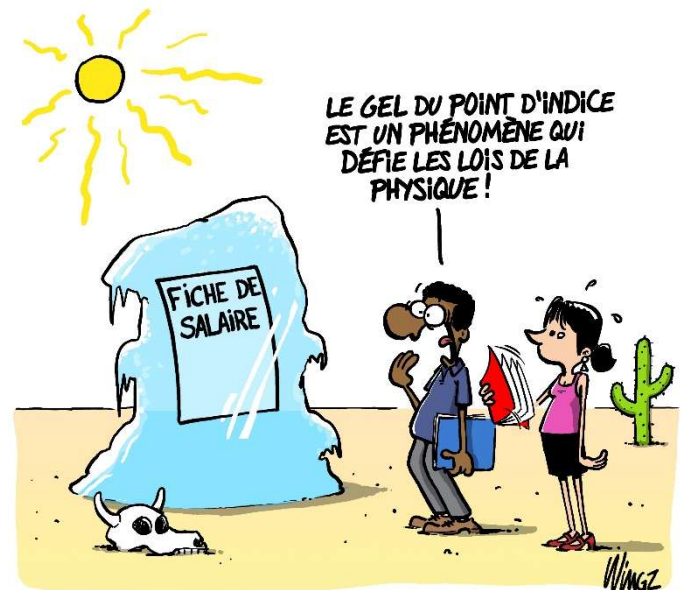
Un « rendez-vous salarial » avec le gouvernement s'est soldé cet été par un boycott en raison de l'absence de mesures salariales générales et immédiates.

Les revendications nationales :

Outre la revalorisation significative de la valeur du point d'indice et son indexation sur l'inflation,

- des mesures de refonte des grilles indiciaires sont exigées
- le rétablissement du versement de la garantie individuelle de pouvoir d'achat (GIPA)
- le maintien à 100 % des rémunérations des agent-es en congé maladie ordinaire avec l'abrogation du jour de carence.

Préavis de grève CFDT-Fonctions Publiques [ici](#) et communiqué des organisations syndicales [là](#).



4) On signalera encore deux choses en cette rentrée

1- le ministre du travail a annoncé que **le projet de loi sur la transparence salariale** passait en conseil des ministres avant d'aller devant les parlementaires (annonce lors « la rentrée CFDT » en date du 25 août).

France Info en a parlé : cf. l'article [« l'arrivée de la transparence salariale saluée par des fonctionnaires de la CFDT »](#)

2- Enfin, last but not least, à l'instar de Jean-Marc Jancovici, **la CFDT-Météo relaie** l'appel à soutenir la plateforme citoyenne apatrisane <https://www.uncommunaccord.fr/>.

A l'approche de l'élection présidentielle, 150 Français tirés au sort, représentatifs de la société française vont se retrouser les manches. Leur mission ? Se mettre d'accord face aux grands défis de société qui ont trop attendu.

Cette assemblée citoyenne, indépendante et non partisane, se réunira de septembre 2026 à février 2027. Elle devra trouver des solutions communes à de grands dilemmes auxquels la France et les Français font face aujourd'hui : gestion de ressources qui se raréfient, tension entre emploi et pouvoir d'achat, entre libertés individuelles et dommages collectifs...

Illustrations de dilemmes :

- Souhaitons-nous des automobiles moins chères, mais importées, ou des voitures françaises plus coûteuses pour soutenir l'emploi en France ?
- Préférons-nous relocaliser sur notre sol des mines de métaux, avec les nuisances qu'elles impliquent, ou continuer à les importer, nous rendant vulnérables aux décisions commerciales des pays exportateurs ?
- Comment arbitrer entre la liberté de chacun de se déplacer et les pollutions que ces déplacements engendrent pour tous ?